Didier STÉPHANY, *Développement durable et performance de l'entreprise. Bâtir l'entreprise DD*

Paris, Éd. Liaisons, 2003, 266 p.

Jamila Ysati

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7162>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7162

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

ISBN : 978-2-86480-838-1

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jamila Ysati, « Didier STÉPHANY, *Développement durable et performance de l'entreprise. Bâtir l'entreprise DD* », *Questions de communication* [En ligne], 5 | 2004, mis en ligne le 19 juillet 2013, consulté le 02 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7162> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7162>

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

degré de rentabilité idéologique, adaptant pour le cinéma l'imaginaire des ligues pangermanistes du début du XX^e siècle qui prônaient la suprématie de la race nationale, l'importance de la conquête territoriale, le culte des grandes figures culturelles et le recyclage des mythes religieux nordiques. Les informations glanées par Claude Singer sur la réception du film sont passionnantes, en particulier dans l'analyse très fine qu'il nous livre de son exploitation française. Le public français n'était pas forcément sensible à la pompe ou à la frivolité des productions allemandes qui ont envahi les écrans pendant l'occupation, mais la composante spécifiquement antisémite de ce film a réveillé les consciences des spectateurs pro-et anti-allemands, ce qui a occasionné, dans les salles et devant les guichets, de sérieux désordres. Retenons, par exemple, les protestations d'étudiants catholiques lyonnais qui perturbèrent, en mai 1941, la projection du film au cri de : « Pas de films nazis : rendez-nous nos pommes de terre et gardez vos navets ! ». La seule figure attachante dans l'environnement de Veit Harlan – et Claude Singer en parle malheureusement assez peu – est celle de Thomas Harlan, le fils qu'il a eu avec Hilde Körber. Si l'on rappelle souvent que Christiane, la nièce de Veit Harlan, est l'épouse du cinéaste juif américain Stanley Kubrick, on oublie en revanche que Thomas est un metteur en scène et un romancier passionnant, qui a notamment mis en scène un ancien criminel de guerre nazi, Alfred Filbert, dans *Wundkanal* (1984), terrifiant exercice d'accusation et de thérapie personnelle, entièrement voué à la haine du père et à la mise en cause radicale du nazisme (cf. H. Loewy, « Contes tragiques, Heimatfilme ou mélodrames ? Les générations allemandes et l'Holocauste », *Questions de communication*, 4, 2003, pp. 343-364). À ce titre, il faut voir le documentaire de Robert Kramer *Notre nazi* (1984), dans lequel Thomas Harlan évoque le thème de la culpabilité paternelle avec lucidité et férocité. Faisant oublier la figure médiocre d'un père en quête permanente de réhabilitation, mais fasciné jusqu'au bout par les dignitaires nazis et le prétendu magnétisme d'Hitler, Thomas Harlan a raconté comment, lorsqu'il était enfant, il arrivait que son père et Goebbels le réveillent en pleine nuit pour l'emmener au

centre de Berlin, où le ministre de l'Information et de la Propagande faisait ouvrir pour lui le rayon « Jouets » des grands magasins... Cette vision d'épiphanie, miraculeusement préservée dans le souvenir critique d'un ancien enfant du nazisme, nous explique aussi comment un film comme *Jud Süß* a pu voir le jour.

Vincent Lowy

CÉRIME, université Strasbourg 3

Didier STÉPHANY, *Développement durable et performance de l'entreprise.*

Bâtir l'entreprise DD.

Paris, Éd. Liaisons, 2003, 266 p.

Alors que beaucoup d'auteurs qui traitent du développement durable (DD), en anglais *Sustainable Development*, en restent à une définition fonctionnelle, liée à la publication du rapport Bruntland de 1987 et qui consiste à « répondre aux besoins présents sans compromettre la capacité pour les générations futures de satisfaire les leurs » (p. 24), Didier Stéphan propose ici la clarification d'une idée aux contours flous qui serait, selon lui, mal connue.

Dans un ouvrage structuré en onze chapitres, l'auteur, par ailleurs consultant en DD dans une société franco-allemande, explique pourquoi cette idée – relativement ancienne, bien que bénéficiant d'une publicité certaine – peine à devenir opérationnelle dans les entreprises. Pour Didier Stéphan, bien qu'il s'agisse d'un phénomène de mode fortement médiatisé, l'exigence d'un tel développement trouve sa source dans une série de courants de pensée, à la fois anciens et hétérogènes, qui vont d'une éthique religieuse d'inspiration chrétienne à des conceptions philosophiques laïques militantes. La responsabilité à l'égard des générations à venir n'est pas toujours considérée comme une évidence. En outre, l'intérêt porté au développement est loin d'être spontané et volontaire de la part des entreprises parce que celles-ci veulent avant tout rester compétitives. Néanmoins, cette conception s'impose en raison de l'influence de deux mouvements : celui d'une pression citoyenne renforcée par des ONG, des associations et courants dont l'influence peut parfois aller jusqu'à faire disparaître un produit, une marque, voire menacer « la

survie de certaines entreprises » (p. 37) ; celui des prescripteurs et des sociétés de « notation » dont l'activité s'est étendue pour certaines à l'analyse de la « performance globale ». Elles ont modifié leur système d'évaluation pour inclure une notation sociale et environnementale.

De ce fait, le DD serait une idée avec laquelle il faudra désormais compter puisqu'elle correspond à de véritables enjeux pour les entreprises du XXI^e siècle. Celles-ci devront éviter l'exclusion de la part des acteurs respectant les principes de l'investissement socialement responsable car, plus que jamais, leur image de marque, la nature de leurs produits ou même le choix de leur implantation géographique dépendent de facteurs qui ne sont pas toujours maîtrisés. Des entreprises qui s'implantent à l'étranger ou dans des zones non industrielles doivent se faire accepter. Et il est préférable pour l'entreprise de se présenter comme responsable.

Ainsi l'auteur précise-t-il que « le Développement Durable consiste pour une entreprise à assurer un développement, par une approche globale de la performance, maintenu dans le temps et résistant aux aléas, respectueux d'un système de valeurs explicité, impliquant différents acteurs internes et externes, dans une logique de progrès continu » (p. 33). On sort alors des approches financières et à court terme. Mais comment rendre cette idée opératoire ? Comment bâtir un tableau de bord qui reflète vraiment une performance globale ? Quels pourraient être les nouveaux indices de performance établis dans le respect des valeurs de l'entreprise ? Il est question de long terme dans le DD par le refus du gaspillage des ressources. C'est bien la notion de la durée qui donne le véritable indice de la performance d'une organisation. Encore faudrait-il savoir ce que représente cette notion pour une entreprise. Cela ne peut se limiter à l'utilisation d'énergies ou de ressources renouvelables. Quelles idées choisir pour l'action dès lors que, en introduisant la notion de durée, le DD suppose la capacité de l'entreprise à déterminer les conséquences à long terme de ses décisions ? Cependant, est-il réaliste d'accorder aux acteurs de l'entreprise une telle capacité de prévision ou une mémoire sur le long terme ? Même s'il est difficile de répondre à de telles questions, certaines entreprises peuvent trouver un

avantage compétitif par la publicité donnée au respect de normes liées au DD. L'auteur pense que les critères d'évaluation ou de gestion des entreprises vont probablement converger dans les années à venir vers des normes qui pourraient être des standards (type ISO 14000 et 14031, consacrées respectivement à la gestion et à l'évaluation de la performance environnementale), ou de normes spécifiques (système de management environnemental et d'audit EMAS, AA 1000 qui vise à garantir l'effectivité de la démarche DD). Par son institutionnalisation, le *Global Reporting Initiative* pourrait rapidement devenir une référence pour les entreprises. Son objectif est « d'établir des principes de comptabilisation du DD acceptés par tous ».

Sur le plan international, des règles ont fait l'objet de conventions dans le cadre de l'Organisation internationale du travail (OIT) où sont représentés les partenaires sociaux (respect des neuf principes du *Global Compact*, lancé par le secrétaire général de l'ONU). Des accords ont été signés sous l'égide du programme des Nations Unies pour l'environnement. Selon l'auteur, ce sont des signes avant-coureurs de la construction d'un droit international en matière de responsabilité sociale et environnementale des entreprises. On peut aussi prendre en compte les initiatives privées qui sont à l'origine de labels dont l'influence est limitée, mais qui rencontrent l'accueil favorable de nombreux consommateurs européens (respect de l'interdiction du travail des enfants, du commerce équitable, etc.). Cependant, Didier Stéphanly pose les limites de la légitimité de ces notations. On est loin d'un universalisme des conceptions du développement. Tous les pays n'acceptent pas les 35 heures, en partie imposées en France, ni la parité homme-femme. Le nombre restreint de principes généraux, comme ceux qui sont contenus dans les conventions de l'OIT ou dans le protocole de Kyoto, n'a pas été accepté par de nombreux pays. En conséquence, ceux qui produisent les normes n'ont pas de repères clairs. Par ailleurs, l'irruption de ces nouvelles normes dans les entreprises engendre une dérive bureaucratique par la multiplication des procédures et les contraintes des démarches de certification

qu'il est souvent impossible d'appliquer dès lors qu'il y a des sous-traitants étrangers. Résulte de ce flou que, aujourd'hui, des entreprises ne font du DD qu'un simple outil d'une stratégie de communication, alors qu'elles devraient mener un travail de fond sur leur raison d'être. Paradoxalement, c'est cet usage instrumental du DD qui le place dans une vision à court terme et dans une perspective exclusivement financière.

Ce phénomène serait désespérant si, dans la seconde partie de l'ouvrage, l'auteur ne livrait pas un véritable dispositif d'évaluation de la performance d'une entreprise. Il propose une autre conception de celle-ci à travers trois axes : la création de valeurs devrait se faire au profit de toutes les parties prenantes (actionnaires, salariés, clients, consommateurs, société civile avec les ONG et les associations...), et non plus exclusivement au profit des actionnaires ; il serait souhaitable de redéfinir la notion de communication (et non d'information) avec les parties prenantes, ce qui placerait le DD à tous les niveaux de l'entreprise, plus seulement à celui de l'encadrement, et qui impliquerait l'ensemble des acteurs, même si cela ne se traduit pas par une rentabilité immédiate ; on pourrait imaginer de tendre vers un équilibre entre qualité et quantité dans les entreprises. Ceci n'est pas envisageable pour le moment, puisque l'analyse de l'environnement et de l'économique est nourrie exclusivement avec des chiffres.

Dans son ensemble, l'ouvrage présente un intérêt incontestable pour celui qui souhaite avoir une vision concrète du DD ou, plutôt, de la « performance globale » au niveau de l'entreprise, même si l'on est loin encore de savoir manager clairement le DD, voire créer une fonction de développement durable dans les entreprises, ce qu'avait déjà montré, en 2002, le livre d'Olivier Dubigeon (*Mettre en pratique le développement durable*, chez le même éditeur). Par ailleurs, certains pourront reprocher une redondance dans le propos mais, à notre sens, cette redondance participe d'un souci de clarté et de précision, permettant de ne jamais perdre le fil conducteur de l'analyse.

Jamila Ysati

CREM, université de Metz

Jacques THUILLIER, *Théorie générale de l'histoire de l'art*.

Paris, O. Jacob, coll. Sciences et Art, 2003, 178 p.

« L'idée hautement déclarée que dans la sculpture française rien ne compte entre Reims et Rodin aurait permis dans les années 1950-1980 la destruction sans remords de quantité de plâtres originaux, de modèles et même de marbres » (p.17), nous révèle Jacques Thuillier dans son dernier ouvrage, *Théorie générale de l'histoire de l'art*. Ce que nous pensons prête donc à conséquence... L'idée de la responsabilité de l'historien de l'art – et de la responsabilité en général – est devenue assez rare pour justifier un ouvrage de ce type. Jacques Thuillier affiche d'ailleurs ses affinités : Henri Focillon, André Chastel. Il annonce ses options intellectuelles – une vision hiérarchique – et ses choix affirmés, indépendants des modes. Nous lui en savons gré. Sa réflexion part d'une question fort banale ou tout simplement traditionnelle : « Qu'est-ce que l'art » ? Ainsi la recherche d'une définition devient-elle prétexte à une enquête philosophique, parfois sommaire, qui situe surtout la part respective de la philosophie et de l'histoire de l'art dans le débat sur celui-ci qui critique les errances de l'une et de l'autre et redonne toute sa portée à l'historien d'art.

À l'origine des déboires de l'histoire de l'art : une vacance sémantique... Elle est indéniable, mais on aimerait pouvoir rappeler qu'elle est surtout le fruit de notre ignorance, de nos oublis, et de notre incapacité à reprendre la réflexion là où les Anciens l'ont arrêtée. Aristote, le premier, s'est employé à combler ce vide sémantique, et si les philosophes connaissaient leurs propres trésors, ils sauraient en faire apprécier toute la portée. Aristote ôte à l'art ses ailes pour lui donner des mains. L'art, la *techné* pour lui, ce sont les règles, l'art est une *habitus*, une vertu de l'intellect pratique, il est un faire. S'il établit un parallèle entre l'art et la nature, et distingue le monde de la nature et le monde de l'artifice. Distinction centrale dans une philosophie de la technique, les œuvres de la nature restent supérieures aux œuvres d'art. Parce qu'il établit la dignité du monde sensible, il conçoit la nature en poète et lui accorde un statut éminent. Pour Aristote,